Cahier de doléances du Tiers État de Jalognes (Cher)

Cahier de plaintes et remontrances des habitants de la paroisse de Jalognes, bailliage de Bourges en Berry.

Nous tous les habitants de la paroisse de Jalognes, animés du patriotisme le plus pur et désirant de voir combler le bonheur et la gloire de notre auguste monarque, donnant volontiers les mains à tous les moyens efficaces et constitutionnels de payer les dettes de l'État et assurer les finances sur un pied respectable à nos voisins, nous confiants qu'on en préviendra pour la suite l'altération, nous nous interdisons de revenir sur ce qui les a dérangées jusqu'à ce jour ; profitant de la liberté que Sa Majesté nous a donnée avec cette bonté paternelle qui fait le plus bel apanage de sa couronne, nous osons appeler à notre décharge :

1° La contribution proportionnelle à la nôtre des deux ordres privilégiés, offerte par la plupart d'eux que nous acceptons et requérons.

2° La suppression des aides, entrées, douanes et péages.

3° La diminution du sel, de façon cependant à obvier à la disette et au monopole qui pourraient suivre un commerce trop libre dans les provinces éloignées des salines et de façon à remédier aux abus de la distribution actuelle.

4° La réduction de tous les impôts en un seul ou deux tout au plus qui, simples dans leur perception, justes dans leur répartition et circonscrits dans chaque paroisse, feraient face à tout sans grever personne.

5° La réunion de quelques bénéfices simples aux fabriques pour suffire aux besoins et réparations des nefs des églises paroissiales, cimetières et presbytères, charges qui, se renouvelant de jour à autre, peuvent être évaluées au dixième des autres impositions.

Nous espérons que ces cinq moyens prudemment employés et de la manière à écarter tout arbitraire ne surchargerait aucune classe de l'État et soulageraient la dernière qui en a le plus pressant besoin.

Nous nous permettons aussi de demander que la réforme déjà ordonnée pour rapprocher la justice des justiciables ait lieu, ce qui avec le nouveau code projeté la rendrait plus prompte et moins coûteuse.

S'il n'est pas possible d'avoir des officiers de justice dans les petites paroisses, comme serait la nôtre, nous souhaiterions d'y avoir une espèce de tribunal pour les cas de police et justice qui demandent célérité et ménagement tels que les scellés, les inventaires, les tutelles et encans des mineurs pauvres ainsi que les moindres délits. Ce tribunal exercerait ses fonctions gratuitement et pour cela serait composé des curé, seigneur ou leurs fermiers, syndic et procureurs-fabricsiens ; le marguillier pourrait en être le greffier ; on fixerait les bornes de l'autorité de ce tribunal de façon cependant que par de légères amendes il pût faire respecter les lois, car, dans l'état de l'éloignement des juges telle partie de l'administration est négligée ou ruine¹ ceux qui la requièrent. On remédierait aussi à la nécessité ruineuse pour les pauvres de recourir aux huissiers-priseurs.

Nous déplorons aussi la mauvaise éducation de la jeunesse dans les villes, ce qui nous est très coûteux sans aucun avantage ou nous force à garder nos enfants chez nous dans l'ignorance.

Ce sont là les doléances et demandes que nous a dictées l'amour du bon ordre, l'esprit de paix et le zèle ardent pour le bonheur de notre France. Nous les soumettons absolument pour la discussion aux lumières plus pénétrantes que les nôtres et pour les décisions à l'autorité souveraine de notre bon Roi et des États généraux.

¹ruineuse à